



Le + syndical

Inter Centres

Alcatel·Lucent 

13 Octobre 2008

Paris le 13 Octobre,

*A Monsieur le Président de la République
Palais de l'Elysée
55, rue du faubourg Saint-Honoré
75008 Paris.*

Monsieur le Chef de l'Etat

L'état Français doit prendre ses responsabilités pour que le siège et les centres de décisions technologiques, la recherche et développement, les centres de maîtrise industriels et de services du leader Mondial des équipementiers et des services Télécoms restent fortement implanté en France. L'état doit temporairement prendre une participation significative au capital de ALCATEL-LUCENT.

Aujourd'hui le cours de l'action de ALCATEL-LUCENT fait une remontée sur des rumeurs de cession de la participation dans THALES par ALCATEL-LUCENT. Pour les salariés de ALCATEL-LUCENT en France indépendamment des synergies techniques éventuelles qui seraient rendues plus délicates si cette cession se confirmait cela serait encore un peu plus de l'identité Français de notre groupe qui s'en irait dans cette hypothèse.

Et cela, au moment même ou un capitalisme dévoyé, outrageusement financier, symbolisé par la parachute doré - prime à l'échec - de notre ex-Directrice Générale, dépose son bilan.

Votre action vigoureuse à la tête de l'état et de l'Union européenne, justement saluée par notre confédération, vient de montrer que vous saviez secouer tous les dogmes pour garantir la bonne marche de l'économie réelle. Cela au service des Européens, des Français des territoires, de l'efficacité économique dans le respect des populations et des territoires.

Le cours actuel de ALCATEL-LUCENT sur les marchés n'a aujourd'hui plus aucun rapport avec la valeur réelle de l'entreprise, ses technologies, ses engagements financiers ou son fond de commerce. Martyrisée par les analystes financiers et les agences de notation anglo-saxonnes, livrée au pire excès du capitalisme immoral de la période précédente notre entreprise à besoin d'un actionnaire de référence public pour garantir le maintien des savoirs faire en Europe et ... aux Etats-Unis. Ensuite elle saura retrouver la croissance saine sous la direction de ses nouveaux dirigeants.

Car les prédateurs de toute nature rodent parfois affranchis des règles de concurrence et de transparence que nous imposent si rudement l'OMC et nos réglementations européennes. Les Européens sont depuis trop longtemps vainqueurs du concours de naïveté comme vous l'avez pointé vous même au Mondial de L'automobile la semaine passée.

En ces temps ou l'état a du recapitaliser des établissements financiers pour des dizaines de Milliards d'euros ou il va apporter sa garantie pour des centaines de Milliard d'euros au crédit Interbancaire, nous vous demandons qu'il consacre un ou deux milliards à stabiliser temporairement notre actionariat. Il y gagnera aussi ce que lui seul peut y gagner : un dividende social en sécurisant des milliers d'emplois directs, des milliers d'emplois indirects et des bassins d'emploi entiers. L'état a aussi son mot à dire dans la recomposition de la chaine de valeur Télécom pour garantir des prix bas sans sacrifier l'emploi. Car une fois les outils cassés nous ne pourrons plus les reconstruire.

La CFE- CGC vous demande que soit reçue au MINEFE à Bercy une Intersyndicale ALCATEL-LUCENT, comme lors de votre campagne électorale ou lors de l'entretien que vous nous aviez accordé à l'Elysée le 2 Juillet 2007, pour discuter de l'intérêt de ce projet pour la France, les Français, l'Europe et les Européens.

Veuillez Accepter, Monsieur Le Président de la République l'expression de nos sentiments citoyens et républicains.

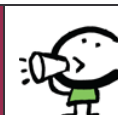
Inter centres CFE-CGC Alcatel-Lucent

www.cfecgc-alcatel-cit.org

ÉLECTIONS PRUD'HOMALES 2008 →

AU SERVICE DE L'ENCADREMENT
D'AUJOURD'HUI ET DE DEMAIN

www.toutsurlesprudhommes.com



Le + syndical